

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 94
N° 20.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI | OTEANIA

MAHANA 30
NO TETEPA 1945.

ABONNEMENTS				ABONNEMENTS ET ANNONCES		ANNONCES ET AVIS	
	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS	Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.			
Etablissements français de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.			Annonces judiciaires : la ligne.....	4 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.	PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50. Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.		Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	2 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.			Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
						Les mêmes renouvelées.....	2 50
						Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTE DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1945 30 août Rectificatif au décret 45-1965 du 30 août 1945 fixant dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, les modalités des opérations relatives aux élections prévues par l'ordonnance du 22 août 1945 (Journal Officiel de la Colonie du 15 septembre 1945, page 249).....	260

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

12 sept. Décision n° 776 c., portant désignation de M. Renard (Maurice), Commis de 1 ^{re} classe des Services Civils, comme défendeur de la Colonie dans l'affaire Pailloux (René) contre Colonie des Etablissements français de l'Océanie.	260
12 sept. Décision n° 780 s. g., désignant certains membres de la Commission d'Appel de la vanille.	260
12 sept. Décision n° 781 s. g., désignant le président et les membres experts de la Commission d'expertise de la vanille.	261
14 sept. Arrêté n° 785 s. g., autorisant M. J. Cordonnier à installer un four à poterie sur la propriété qu'il occupe à Pirae.	261
14 sept. Arrêté n° 786 co., rendant exécutoires des rôles principaux de l'impôt sur la propriété bâtie, des patentes, des droits asiatiques, des 10 % C. C., des taxes sur les voitures et sur les chiens, pour l'année 1945.	261
15 sept. Décision n° 787 s. g., désignant les représentants du personnel, membres de la Commission de réforme des fonctionnaires tributaires de la Caisse des pensions civiles.	262

15 sept. Décision n° 788 c., portant désignation d'un membre ad hoc du Conseil du Contentieux Administratif.	262
15 sept. Décision n° 789 s. g., déléguant M. Droppe, Commis principal hors classe du Cadre local du Secrétariat Général, devant la Commission de réforme.	262
17 sept. Décision n° 790 s. g., donnant délégation spéciale de signature.	263
18 sept. Décision n° 793 s. g., modifiant et abrogeant certaines dispositions de la décision n° 255 s. g. du 25 mars 1944, accordant une avance sur pension à M ^{me} V ^o Tuarae Maitere, née Miriama a Marotearii, ex-institutrice de 6 ^e classe du Cadre local de l'Enseignement primaire des Etablissements français de l'Océanie..	263
18 sept. Décision n° 794 s. g., modifiant et abrogeant certaines dispositions de la décision n° 210 s. g. du 14 août 1943, accordant une avance sur pension à M. Teamotuaitau Uramoae, ex-instituteur hors classe du Cadre local des Etablissements français de l'Océanie..	263
18 sept. Décision n° 795 s. g., modifiant et abrogeant certaines dispositions de la décision n° 256 s. g. du 25 mars 1944, accordant une avance sur pension à M ^{me} Teamotuaitau Teivaiva, née Mairahi (Rosa, Cécile), ex-institutrice de 6 ^e classe du Cadre local de l'Enseignement primaire des Etablissements français de l'Océanie.	264
18 sept. Arrêté n° 809 a. p. e., fixant le mode et le taux de rétribution des membres des Comités de Surveillance des vanilles vertes.	264
18 sept. Décision n° 810 c., retirant à un étranger sa carte de commerçant.	265
19 sept. Arrêté n° 811 j., autorisant M. Malardé (Jean) à recueillir d'une manière habituelle des mineurs soumis au régime de la liberté surveillée.	265
19 sept. Arrêté n° 812 j., autorisant M. Eugène Fareura à recueillir d'une manière habituelle des mineurs soumis au régime de la liberté surveillée.	265
19 sept. Arrêté n° 813 j., autorisant M. Tunui a Hanana à recueillir d'une manière habituelle des mineurs soumis au régime de la liberté surveillée.	265

- 21 sept. Décision n° 817 s. g., modifiant, abrogeant et complétant certaines dispositions de la décision n° 801 a. g. f. du 28 septembre 1942 accordant une avance sur pension, à M. Teamotuaitau Maraetetoa, ex-instituteur de 5^e classe du Cadre local de l'Enseignement primaire des Etablissements français de l'Océanie. 265
- 21 sept. Décision n° 818 s. g., modifiant, abrogeant et complétant certaines dispositions de la décision n° 802 a. g. f. du 28 septembre 1942, accordant une avance sur pension à M. Lanteires (Alfred, Jean), ex-instituteur hors classe du Cadre local de l'Enseignement primaire des Etablissements français de l'Océanie. 266
- 26 sept. Arrêté n° 822 s. g., admettant d'office à la retraite, M. Droppe (Georges) commis principal hors classe du cadre local du Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie et lui accordant une réquisition de passage pour se rendre en France. 266
- Extraits. 267

AVIS OFFICIEL

- Avis à Messieurs les Exportateurs de vanille. 267
- Avis portant nomination de M^e Georges Ahane, comme Consul de Belgique. 268
- Avis concernant l'Election d'un Représentant des Etablissements français de l'Océanie à l'Assemblée Nationale Constituante. (Election du 21 octobre 1945). 268
- Avis. — Association des Français Libres. 268
- Résultats des élections du 26 août 1945 pour le renouvellement des membres des conseils municipaux et des membres des conseils de districts. 268
- Service météorologique. — Résumé des observations du mois de juin 1945. 272

PARTIE NON OFFICIELLE

- Annonces judiciaires. 270
- Avis. 271

PARTIE OFFICIELLE

ACTE DU POUVOIR CENTRAL

RECTIFICATIF N° 814 S. G.

au décret n° 45-1962 du 30 août 1945 fixant dans les territoires d'outre-mer relevant du Ministre des colonies, les modalités des opérations relatives aux élections prévues par l'ordonnance du 22 août 1945 (J.O. du 15 septembre 1945, page 249).

SECTION VII

Dispositions diverses.

(rectifié ainsi qu'il suit):

Art. 18. — En Afrique Occidentale Française et au Togo, en Afrique Equatoriale Française et au Cameroun dès que le dépouillement est terminé, chacun des présidents de bureau de vote transmet télégraphiquement au gouverneur de la colonie du groupe ou du territoire les résultats du scrutin et lui adresse dans les conditions prévues à l'article 10 du décret du 3 janvier 1914 le procès-verbal des opérations électorales accompagné des bulletins de vote pour être remis à la commission de recensement prévue à l'article 9 de l'ordonnance susvisée du 22 août 1945.

Art. 19. — Pour Madagascar et dépendances, pour l'Afrique Occidentale Française et le Togo, pour l'Afrique Equatoriale Française, des arrêtés du Gouverneur général, pour la Nouvelle-Calédonie et dépendances, pour les Etablissements français de l'Océanie, pour le Cameroun et la Côte Française des Somalis des arrêtés du gouverneur, pour les Iles Saint-Pierre et Miquelon des arrêtés de l'administrateur chef du territoire fixeront en tant que de besoin toutes les dispositions pour l'application des articles 5 à 18 du présent décret.

Art. 20. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République Française ainsi qu'aux journaux officiels des colonies intéressées et inséré au Bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 août 1945.

C. DE GAULLE,

Par le Gouvernement provisoire de la République Française:

*Le ministre de l'économie nationale et des finances,
ministre des colonies par intérim,*

R. PLEVEN.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION n° 776 c., portant désignation de M. Renard (Maurice), Commis de 1^{re} classe des Services Civils, comme défendeur de la colonie dans l'affaire Pailloux (René) contre Colonie des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 12 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'instance déposée au Secrétariat du Contentieux administratif de la colonie par M. Pailloux (René),

DÉCIDE:

Article 1^{er}. — M. Renard (Maurice), Commis de 1^{re} classe des Services Civils, est désigné pour représenter et défendre la colonie dans l'affaire Pailloux (René) contre Colonie des Etablissements français de l'Océanie, actuellement engagée devant le Conseil du Contentieux administratif.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 septembre 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 780 s. g. désignant certains membres de la commission d'appel de la vanille.

(Du 12 septembre 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 324 a. e. du 14 avril 1945, réglementant la cueillette, le transport, la préparation, le conditionnement et l'exportation de la vanille dans les Etablissements français de l'Océanie, notamment l'article 31,

Sur la proposition de la Chambre de Commerce et de la Chambre d'Agriculture et du Président de la commission d'expertise de la vanille,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Les représentants des Chambres de Commerce et d'Agriculture désignés comme membres de la commission d'appel de la vanille sont :

M.M. Leboucher (Albert), Membre de la Chambre de Commerce,
Maraetefau (Charles), Membre de la Chambre d'Agriculture.

Art. 2. — L'expert qualifié, membre de la commission d'appel de la vanille sera, pour chaque affaire litigieuse, désigné par le Président de la commission d'expertise conformément à l'article 31 de l'arrêté du 14 avril 1945 susvisé.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 septembre 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 781 s.g. désignant le président et les membres experts de la commission d'expertise de la vanille.

(Du 12 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 324 a.e. du 14 avril 1945 réglant la cueillette, le transport, la préparation, le conditionnement et l'exportation de la vanille dans les Etablissements français de l'Océanie, notamment l'article 15 ;

Vu la liste des experts en vanille présentée par la Chambre de commerce et la Chambre d'agriculture,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La commission d'expertise de la vanille est présidée par le Chef du Service des Douanes.

Art. 2. — Sont nommés membres experts de la commission d'expertise de la vanille pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} juillet 1945 :

M.M. Cérans-Jérusalem (Benjamin),
Cérans-Jérusalem (Tautu),
Lagardes (Georges).

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 septembre 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 785 s.g., autorisant M. J. Cordonnier à installer un four à poterie sur la propriété qu'il occupe à Pirae.

(Du 14 septembre 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 10 mai 1882 sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes à la Guadeloupe, rendu applicable dans les Etablissements français de l'Océanie par le décret du 21 juin 1887 ;

Vu la demande présentée le 10 avril 1945 par M. J. Cordonnier

et les résultats de l'enquête de commodo et incommodo ouverte du 1^{er} au 15 mai 1945 ;

Vu l'avis favorable émis par le Comité d'hygiène ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. J. Cordonnier est autorisé à installer un four à poterie sur la propriété qu'il occupe à Pirae.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 septembre 1945.

ORSELLI

ARRÊTÉ n° 786 co., rendant exécutoires des rôles principaux de l'impôt sur la propriété bâtie, des patentes, des droits asiatiques, des 10 % C.C., des taxes sur les voitures et sur les chiens pour l'année 1945.

(Du 14 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 910 s.g., du 29 décembre 1944, approuvant le tarif des taxes locales pour l'année 1945 ;

Sur le rapport du Chef du Service des Contributions ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 12 septembre 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux, exercice 1945, s'élevant à la somme totale de : *Quatre-vingt-quinze mille cinq cent soixante-six francs cinquante-sept centimes*, savoir :

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôles principaux - Ex. 1945.

(Districts de Moorea).

Afareaitu.		
Propriété bâtie.....	2.250 25	
Patentes.....	7.685 15	
10% C.C.....	768 50	
Droits asiatiques.....	5.226 25	
Voitures.....	480 »	
Chiens.....	975 »	
Formules et avis.....	146 75	17.531 90

Haapiti.		
Propriété bâtie.....	2.464 25	
Patentes.....	9.890 42	
10% C.C.....	989 02	
Droits asiatiques.....	5.537 »	
Voitures.....	380 »	
Chiens.....	1.845 »	
Formules et avis.....	179 »	21.284 69

Papetoai.		
Propriété bâtie.....	3.794 75	
Patentes.....	8.510 80	
10 % C.C.....	851 08	
Droits asiatiques.....	5.017 20	
Voitures.....	240 »	
Chiens.....	1.440 »	
Formules et avis.....	146 75	20.000 58

Teaharoa.

Propriété bâtie.....	4.646 »	
Patentes.....	42.416 30	
10% C.C.....	1.211 62	
Droits asiatiques.....	5.921 20	
Voitures.....	440 »	
Chiens.....	1.080 »	
Formules et avis.....	235 25	25.630 37

Teavaro.

Propriété bâtie.....	934 50	
Patentes.....	4.843 35	
10 % C. C.....	484 33	
Droits asiatiques.....	2.892 80	
Voitures.....	200 »	
Chiens.....	465 »	
Formules et avis.....	72 25	9.892 23

Ile Maiao.

Patentes.....	1.078 »	
10 % C.C.....	107 80	
Formules et avis.....	21 »	1.206 80

Total de la perception de Tahiti - ex. 1943..... 95.566 57

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 septembre 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 787 s. g. désignant les représentants du personnel membres de la commission de réforme des fonctionnaires tributaires de la caisse des pensions civiles.

(Du 15 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté local n° 805 s.g. du 14 novembre 1934 désignant les membres de la commission de réforme du personnel en service dans la colonie tributaires de la caisse des pensions civiles (loi du 14 avril 1924) ;

Vu les procès-verbaux de la commission chargée du recensement général des votes en date du 20 août et 8 septembre 1945,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont désignés comme membres de la commission de réforme des fonctionnaires tributaires de la caisse des pensions civiles de l'Etat (Loi du 14 avril 1924) représentant le personnel en service dans la colonie pour les années 1945 et 1946 :

1^o Membres titulaires :

M.M. Fotius (Armand) instituteur de 5^{me} classe du C.M.,
Crève-Cœur (Maurice) commis principal hors classe du cadre local du Secrétariat Général.

2^o Membres suppléants :

M.M. Dauphin (Yves) compositeur hors classe à l'Imprimerie du Gouvernement,
Moulins (Marcel) monteur du cadre métropolitain des P.T.T.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 15 septembre 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 788 c. portant désignation d'un membre ad hoc du Conseil du Contentieux Administratif,

(Du 15 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les décrets des 13 octobre 1932 et 29 octobre 1942 concernant le Conseil Privé et le Conseil du Contentieux Administratif de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 709 c. du 21 août 1945 chargeant M. Lestrade (Auguste), de l'expédition des affaires courantes du Secrétariat Général en remplacement de M. Fournier (Louis), Secrétaire Général admis à la retraite ;

Vu le rôle d'audience en date du 13 septembre 1945 fixant la date d'une audience publique du Conseil du Contentieux Administratif ;

Attendu que M. Lestrade faisant fonctions de Secrétaire Général est membre de droit du Conseil du Contentieux Administratif ;

Attendu que M. Lestrade ayant, en tant que Commissaire du Gouvernement, connu des affaires figurant au rôle de cette audience ne peut siéger comme membre du Conseil à cette occasion,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Père (Pierre), Sous-chef de bureau des Secrétariats Généraux de 2^e classe, est nommé membre ad hoc du Conseil du Contentieux Administratif de la Colonie pour l'audience du 24 septembre 1945, en remplacement de M. Lestrade empêché.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 15 septembre 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 789 s.g. déférant M. Droppe, commis principal hors classe du cadre local du Secrétariat Général, devant la commission de réforme.

(Du 15 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté local n° 805 s.g. du 14 novembre 1934 fixant la composition des commissions de réforme du personnel en service dans la colonie ;

Vu la décision n° 787 s.g. du 15 septembre 1945 désignant les représentants du personnel membres de la commission de réforme des fonctionnaires tributaires de la caisse des pensions civiles ;

Vu le certificat de visite du conseil de santé en date du 9 juillet 1945,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Droppe (Georges), commis principal hors classe du cadre local du Secrétariat Général, est déféré devant la commission de réforme qui se réunira sur convocation de son président.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 15 septembre 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 790 s.g., *donnant délégation spéciale de signature.*

(Du 17 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'ordonnance n° 45-184 du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministre des colonies ;

Vu le décret n° 45-1962 du 30 août 1945 fixant dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les modalités des opérations relatives aux élections prévues par l'ordonnance du 22 août 1945,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Délégation de signature est donnée aux maires des communes et aux chefs des circonscriptions administratives pour signer les cartes d'électeurs à l'Assemblée nationale constituante des sections de vote relevant de leur autorité.

Art. 2. — Pour ces mêmes cartes d'électeurs, les chefs de circonscriptions administratives sont autorisés à déléguer leur signature aux chefs de postes administratifs, délégués de chefs de circonscriptions et présidents des conseils de districts.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 17 septembre 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 793 s.g., *modifiant et abrogeant certaines dispositions de la décision n° 255 s.g., du 25 mars 1944, accordant une avance sur pension à M^{me} Vve Tuarae Maitere, née Miriama a Marotearii, ex-institutrice de 6^e classe du cadre local de l'Enseignement primaire des Etablissements français de l'Océanie.*

(Du 18 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 255 s.g. du 25 mars 1944 allouant à titre d'avance sur pension une allocation provisoire annuelle de quatre mille trois cent trente-deux francs (4.332 frs) à M^{me} Vve Tuarae Maitere, ex-institutrice de 6^e classe du cadre local des E.F.O. ;

Vu la loi du 31 octobre 1941 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions des lois des 14 avril 1924 et 21 mars 1928 ;

Vu le décret du 14 mars 1942 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire et la circulaire d'application n° 578 du 7 mai 1942 de la Direction Générale de la Caisse des dépôts et consignations ;

Vu l'acte dit loi de finances du 31 décembre 1943 ;

Vu le décret du 2 décembre 1944 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire aux tributaires de la Caisse intercoloniale de retraites, et la circulaire d'application n° 635 du 12 février 1945 de la Direction Générale de la Caisse des dépôts et consignations ;

Vu la décision n° 1 s.g. du 2 janvier 1945 étendant les dispositions des décrets des 10 août 1943 et 26 juin 1944 aux titulaires d'avances sur pensions de retraites non encore liquidées ;

Vu la lettre n° 104/CIR/G du 10 janvier 1945 du Ministre des Colonies - Direction du Personnel et de la Comptabilité - Caisse

Intercoloniale de retraites, fixant à cinq mille quatre cents francs (5.400 frs) le montant annuel de la pension spéciale de M^{me} Vve Tuarae Maitere,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Les articles suivants de la décision n° 255 s.g. du 25 mars 1944 accordant une avance sur pension à M^{me} Vve Tuarae Maitere, sont modifiés comme suit :

Article 1^{er} (*nouveau*). — Pour compter du 1^{er} juillet 1945, il est alloué à titre d'avance sur pension à M^{me} Vve Tuarae Maitere, née Miriama a Marotearii, ex-institutrice de 6^e classe du cadre local de l'Enseignement primaire des E.F.O. une allocation provisoire annuelle de cinq mille quatre cents francs (5.400 frs).

Cette allocation sera majorée de l'indemnité spéciale temporaire de cinq mille francs l'an (5.000 frs), suivant barème B annexé à la circulaire n° 635 du 12 février 1945 de la Direction Générale de la Caisse des dépôts et consignations.

L'article 2 est abrogé.

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 septembre 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 794 s. g., *modifiant et abrogeant certaines dispositions de la décision n° 610 s.g. du 14 août 1943 accordant une avance sur pension à M. Teamotuaitau Uramoae, ex-instituteur hors classe du cadre local des Etablissements français de l'Océanie.*

Du 18 septembre 1945.

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 610 s.g. du 14 août 1943 allouant à titre d'avance sur pension une allocation provisoire annuelle de huit mille sept cent cinquante francs (8.750 fr.) à M. Teamotuaitau Uramoae, ex-instituteur hors classe du cadre local des E.F.O. ;

Vu la loi du 31 octobre 1941 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions des lois des 14 avril 1924 et 21 mars 1928 ;

Vu le décret du 14 mars 1942 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire et la circulaire d'application n° 578 du 7 mai 1942 de la Direction Générale de la Caisse de dépôts et consignations ;

Vu l'acte dit loi de finances du 31 décembre 1943 ;

Vu le décret du 2 décembre 1944 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire aux tributaires de la Caisse intercoloniale de retraites, et la circulaire d'application n° 635 du 12 février 1945 de la Direction Générale de la Caisse des dépôts et consignations ;

Vu la décision n° 1 s. g. du 2 janvier 1945 étendant les dispositions des décrets des 10 août 1943 et 26 juin 1944 aux titulaires d'avances sur pensions de retraites non encore liquidées ;

Vu la lettre n° 106 CIR/G du 10 janvier 1945 du Ministre des Colonies - Direction du Personnel et de la Comptabilité - Caisse intercoloniale de retraites, fixant à douze mille trois cent quatre-vingts francs (12.380 fr.) le montant annuel de la pension d'ancienneté de M. Teamotuaitau Uramoae,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Les articles suivants de la décision n° 610 s. g. du 14 août 1943 accordant une avance sur pension à M. Teamotuitaitau Uramoae, sont modifiés comme suit :

Article 1^{er} (nouveau). — Pour compter du 1^{er} juillet 1945, il est alloué à titre d'avance sur pension à M. Teamotuitaitau Uramoae, ex-instituteur hors classe du cadre local de l'Enseignement primaire des E.F.O. une allocation provisoire annuelle de douze mille trois cent quatre-vingts francs (12.380 fr.).

Cette allocation sera majorée de l'indemnité spéciale temporaire de dix mille francs l'an (10.000 fr.) suivant barème A annexé à la circulaire n° 635 du 12 février 1945 de la Direction Générale de la Caisse des dépôts et consignations.

L'article 2 est abrogé.

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 septembre 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 795 s. g., modifiant et abrogeant certaines dispositions de la décision n° 256/s. g. du 25 mars 1944 accordant une avance sur pension à M^{me} Teamotuitaitau Teivaiva, née Mairahi (Rosa, Cécile) ex-institutrice de 6^{me} classe du Cadre local de l'Enseignement primaire des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 18 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 256/s. g. du 25 mars 1944 allouant à titre d'avance sur pension une allocation provisoire annuelle de trois mille huit cent quarante francs (3.840 frs) à M^{me} Teamotuitaitau Teivaiva, ex-institutrice de 6^e classe du Cadre local des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la loi du 31 octobre 1941 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions des lois des 14 avril 1924 et 21 mars 1928 ;

Vu le décret du 14 mars 1942 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire et la circulaire d'application n° 578 du 7 mai 1942 de la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations ;

Vu l'acte dit loi de finances du 31 décembre 1943 ;

Vu le décret du 2 décembre 1944 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire aux tributaires de la Caisse intercoloniale de retraites, et la circulaire d'application n° 635 du 12 février 1945 de la Direction Générale de la Caisse des dépôts et consignations ;

Vu la décision n° 1/s. g. du 2 janvier 1945 étendant les dispositions des décrets des 10 août 1943 et 26 juin 1944 aux titulaires d'avances sur pensions de retraites non encore liquidées ;

Vu la lettre n° 98 Cir/G du 10 janvier 1945 du Ministre des Colonies - Direction du Personnel et de la Comptabilité - Caisse intercoloniale de retraites, fixant à Cinq mille deux cent cinquante francs (5.250 frs) le montant annuel de la pension d'ancienneté de M^{me} Teamotuitaitau Teivaiva.

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Les articles suivants de la décision n° 256/s. g. du

25 mars 1944 accordant une avance sur pension à M^{me} Teamotuitaitau Teivaiva sont modifiés comme suit :

Art. 1^{er} (nouveau). — Pour compter du 1^{er} juillet 1945, il est alloué à titre d'avance sur pension à M^{me} Teamotuitaitau Teivaiva, née Mairahi (Rosa, Cécile) ex-institutrice de 6^e classe du Cadre local de l'Enseignement primaire des Etablissements français de l'Océanie, une allocation provisoire annuelle de Cinq mille deux cent cinquante francs (5.250 frs).

Cette allocation sera majorée de l'indemnité spéciale temporaire de Sept mille francs l'an (7.000 frs) suivant barème A annexé à la circulaire n° 635 du 12 février 1945 de la Direction Générale de la Caisse des dépôts et consignations.

L'article 2 est abrogé.

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 septembre 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 809 a. p. e., fixant le mode et le taux de rétribution des membres des Comités de Surveillance des vanilles vertes.

(Du 18 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 324 a. e. du 14 avril 1945 (article 4) réglementant la cueillette, le transport, la préparation et l'exportation de la vanille dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'avis de la Commission Consultative de la vanille,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les membres des Comités de Surveillance des vanilles sont rétribués par les acheteurs de vanille verte après chaque marché, au prorata du poids de la vanille achetée et suivant le tarif indiqué à l'article 2.

Les sommes ainsi versées font l'objet d'une quittance signée par le Président du Comité et extraite d'un carnet à souche coté et paraphé par le Chef de Circonscription ou son délégué.

La quittance et la souche doivent mentionner le nom du district, le nom de l'acheteur, le poids de la vanille achetée, la somme perçue et la date du marché.

Les Chefs de Circonscription, Chefs de poste et les agents de contrôle de la vanille peuvent assister aux paiements, contrôler leur exactitude et vérifier les carnets de quittances.

Art. 2. — Le tarif des indemnités à payer aux Comités de Surveillance des vanilles par les acheteurs de vanille verte est fixé, jusqu'à nouvel ordre, à cinquante centimes (0 fr. 50) par kilo de vanille verte.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 septembre 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 810 co., retirant à un étranger sa carte de commerçant.

(Du 18 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 5 janvier 1940 étendant aux Etablissements français de l'Océanie certaines dispositions complétant le Code de Commerce et instituant une carte d'identité spéciale pour les commerçants étrangers ;

Vu l'arrêté n° 444 a.p.e. du 22 mai 1940 relatif à la délivrance de la carte d'identité de commerçant étranger ;

Vu la condamnation pour hausse illicite prononcée contre le sieur Li Kiou Tai c.i. n° 4894 par le tribunal correctionnel de Papeete dans son audience du 3 août 1945 ;

Sur la proposition du Chef du Service des Contributions,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Est retirée à compter de la date de la notification de la présente décision la carte de commerçant étranger de M. Li Kiou Tai c.i. n° 4894 exerçant à Papeari les patentes de commerçant de 5^e classe, boulanger, pâtissier et préparateur de tabac.

Art. 2. — Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la présente décision, M. Li Kiou Tai c.i. n° 4894 remettra entre les mains du Chef de la Circonscription de Tahiti et Dépendances l'inventaire détaillé en quantité et en valeur fixée au prix de revient de toutes les marchandises entreposées dans ses locaux commerciaux.

Ces marchandises seront cédées au prix de revient aux commerçants choisis par l'intéressé et agréés par le Chef de la Circonscription de Tahiti et Dépendances.

Art. 3. — Le Chef du Service des Contributions et le Chef de la Circonscription de Tahiti et Dépendances sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 septembre 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 811 j., autorisant M. Malardé (Jean), à recueillir d'une manière habituelle des mineurs soumis au régime de la liberté surveillée.

(Du 19 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 7 mai 1942 relatif au régime de la liberté surveillée des mineurs ;

Vu l'avis motivé du Chef du Service Judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Malardé (Jean), demeurant à Papeete, est admis à recueillir d'une manière habituelle des mineurs soumis au régime de la liberté surveillée dans les conditions prévues par l'arrêté du 7 mai 1942 susvisé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 septembre 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 812 j. autorisant M. Eugène Fareura à recueillir d'une manière habituelle des mineurs soumis au régime de la liberté surveillée.

(Du 19 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 7 mai 1942 relatif au régime de la liberté surveillée des mineurs ;

Vu l'avis motivé du Chef du Service Judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Eugène Fareura, demeurant à Uturoa (Raia-tea), est admis à recueillir d'une manière habituelle des mineurs soumis au régime de la liberté surveillée dans les conditions prévues par l'arrêté du 7 mai 1942 susvisé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 septembre 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 813 j. autorisant M. Tunui a Hanana à recueillir d'une manière habituelle des mineurs soumis au régime de la liberté surveillée.

(Du 19 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 7 mai 1942 relatif au régime de la liberté surveillée des mineurs ;

Vu l'avis motivé du Chef du Service Judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Tunui a Hanana, Pasteur au district d'Avera (Iles sous-le-Vent), est admis à recueillir d'une manière habituelle des mineurs soumis au régime de la liberté surveillée dans les conditions prévues par l'arrêté du 7 mai 1942 susvisé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 septembre 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 817 s.g. modifiant, abrogeant et complétant certaines dispositions de la décision n° 801 a.g.f. du 28 septembre 1942 accordant une avance sur pension à M. Teamotuaitau Maraetetoa, ex-instituteur de 5^e classe du cadre local de l'Enseignement primaire des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 21 septembre 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 801 a.g.f. du 28 septembre 1942 allouant à titre d'avance sur pension une allocation provisoire annuelle de Quatre mille cent quarante francs (4.140 frs) à M. Teamotuitau Maraetetoa, ex-instituteur de 5^e classe du cadre local des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la loi du 31 octobre 1941 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions des lois des 14 avril 1924 et 21 mars 1928 ;

Vu le décret du 14 mars 1942 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire et la circulaire d'application n° 578 du 7 mai 1942 de la Direction Générale de la caisse des dépôts et consignations ;

Vu l'acte dit loi de finances du 31 décembre 1943 ;

Vu le décret du 2 décembre 1944 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire aux tributaires de la caisse intercoloniale de retraites, et la circulaire d'application n° 635 du 12 février 1945 de la Direction Générale de la caisse des dépôts et consignations ;

Vu la décision n° 1 s.g. du 2 janvier 1945 étendant les dispositions des décrets des 10 août 1943 et 26 juin 1944 aux titulaires d'avances sur pensions de retraites non encore liquidées ;

Vu la lettre n° 292/CIR du 23 janvier 1945 du Ministre des Colonies - Direction du Personnel et de la Comptabilité - Caisse intercoloniale de retraites, fixant à Trois mille cent francs (3.100 frs) le montant principal annuel de la pension proportionnelle de M. Teamotuitau Maraetetoa,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Les articles suivants de la décision n° 801 a.g.f. du 28 septembre 1942 accordant une avance sur pension à M. Teamotuitau Maraetetoa sont modifiés comme suit :

Article 1^{er} (nouveau). — Pour compter du 1^{er} juillet 1945, il est alloué à titre d'avance sur pension à M. Teamotuitau Maraetetoa, ex-instituteur de 5^e classe du cadre local de l'Enseignement primaire des E.F.O., une allocation provisoire annuelle de Trois mille cent francs (3.100 frs).

L'allocation ci-dessus sera majorée de l'indemnité spéciale temporaire de Mille trois cent francs l'an (1.300 frs) suivant barème B annexé à la circulaire n° 578 du 7 mai 1942 de la Direction générale de la caisse des dépôts et consignations, pendant la période du 1^{er} novembre 1941 au 30 juin 1943.

A compter du 1^{er} juillet 1945, l'indemnité spéciale temporaire est portée à Trois mille cinq cents francs l'an (3.500 frs) suivant barème B annexé à la circulaire n° 635 du 12 février 1945 de la Direction Générale de la caisse des dépôts et consignations.

L'article 2 est abrogé.

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 septembre 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 818 s. g., modifiant, abrogeant et complétant certaines dispositions de la décision n° 802 a.g.f. du 28 septembre 1942 accordant une avance sur pension à M. Lanteirès (Alfred, Jean) ex-instituteur hors classe du cadre local de l'Enseignement primaire des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 21 septembre 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 802 a.g.f. du 28 septembre 1942 allouant à titre d'avance sur pension une allocation provisoire annuelle de neuf mille quatre cent cinquante francs (9.450 frs) à M. Lanteirès (Alfred, Jean) ex-instituteur hors classe du cadre local des E.F.O. ;

Vu la loi du 31 octobre 1941 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions des lois des 14 avril 1924 et 21 mars 1928 ;

Vu le décret du 14 mars 1942 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire et la circulaire d'application n° 578 du 7 mai 1942 de la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations ;

Vu l'acte dit loi de finances du 31 décembre 1943 ;

Vu le décret du 2 décembre 1944 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire aux tributaires de la caisse intercoloniale de retraites, et la circulaire d'application n° 635 du 12 février 1945 de la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations ;

Vu la décision n° 1 s.g. du 2 janvier 1945 étendant les dispositions des décrets des 10 août 1943 et 26 juin 1944 aux titulaires d'avances sur pensions de retraites non encore liquidées ;

Vu la lettre n° 3663/CIR/G du 30 novembre 1944 du ministre des colonies - Direction du Personnel et de la Comptabilité - Caisse intercoloniale de retraites, fixant à sept mille quatre cent quatre-vingt-douze francs (7.492 frs) le montant principal annuel de la pension spéciale de M. Lanteirès (Alfred, Jean),

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Les articles suivants de la décision n° 802 a.g.f. du 28 septembre 1942 accordant une avance sur pension à M. Lanteirès (Alfred, Jean) sont modifiés comme suit :

Article 1^{er} (nouveau). — Pour compter du 1^{er} juillet 1945, il est alloué à titre d'avance sur pension à M. Lanteirès (Alfred, Jean) ex-instituteur hors classe du cadre local de l'Enseignement primaire des Etablissements français de l'Océanie une allocation provisoire annuelle de sept mille quatre cent quatre-vingt-douze francs (7.492 frs).

L'allocation ci-dessus sera majorée de l'indemnité spéciale temporaire de mille trois cents francs (1.300 frs) suivant barème B annexé à la circulaire n° 578 du 7 mai 1942 de la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, pendant la période du 1^{er} novembre 1941 au 30 juin 1943.

A compter du 1^{er} juillet 1945, l'indemnité spéciale temporaire est portée à cinq mille francs l'an (5.000 frs) suivant barème B annexé à la circulaire n° 635 du 12 février 1945 de la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations.

L'article 2 est abrogé.

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 septembre 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 822 s.g. admettant d'office à la retraite, M. Droppe (Georges) commis principal hors classe du cadre local du Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie et lui accordant une réquisition de passage pour se rendre en France.

(Du 26 septembre 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les articles 20 de la loi du 14 avril 1924 et 22 du décret du 2 septembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions civiles et militaires ;

Vu l'arrêté n° 1068/a.g.f. du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local ;

Vu le certificat du Conseil de Santé en date du 7 juillet 1945 concluant à l'inaptitude de M. Droppe à servir à la colonie ;

Vu l'avis de la Commission de Réforme en date du 19 septembre 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Droppe (Georges), commis principal hors classe du cadre local du Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie, est admis d'office à la retraite pour inaptitude à servir à la colonie et sera rayé des contrôles de l'activité le lendemain du jour de son débarquement en France.

Art. 2. — Une réquisition de passage en 1^{re} classe (2^{me} catégorie) est accordée à M. Droppe sur le premier bateau attendu à Papeete.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 septembre 1945.

ORSELLI.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET

1. — *Par décision n° 782 du 13 septembre 1945.* — Un congé de maternité de deux mois est accordé, à compter du 6 septembre 1945, à M^{me} Olga Dexter, épouse Sanford, élève sage-femme à la maternité de Papeete.

La date de l'accouchement devra être notifiée sans délai au Chef de la colonie, au moyen d'un certificat délivré par la maîtresse sage-femme.

2. — *Par décision n° 792 du 18 septembre 1945.* — Un congé de convalescence d'un mois, à compter du 7 septembre 1945, est accordé à M^{me} Largeteau (Simone), épouse Bernardino, agent auxiliaire de 2^{me} catégorie en service à la Trésorerie.

A l'issue de ce congé, M^{me} Largeteau (Simone), épouse Bernardino, devra se présenter à nouveau devant le conseil de santé.

3. — *Par décision n° 819 du 22 septembre 1945.* — Un congé de convalescence d'un mois est accordé à la sage-femme de 3^{me} classe du cadre local, Fuller (Bellona), pour compter du 19 septembre 1945.

* * *

INSTRUCTION PUBLIQUE

1. — *Par décision n° 816 du 21 septembre 1945.* — Un congé spécial de maternité de deux mois est accordé à M^{me} Tihopu (Augusta), née Coppenrath, institutrice auxiliaire en service à l'école de Raivavae, à compter du 1^{er} octobre 1945.

L'intéressée notifiera au Chef de la colonie la date de l'accouchement au moyen d'un certificat de la sage-femme ou du médecin.

* * *

SANTÉ

1. — *Par décision n° 777 du 12 septembre 1945.* — Le Médecin-Commandant des Troupes coloniales Rosmorduc (Louis), placé en disponibilité, et actuellement en service à Atuona (îles Marquises), est affecté à l'hôpital de Papeete, où il remplira les fonctions de chirurgien.

Le Docteur Rosmorduc rejoindra Papeete par la plus prochaine occasion maritime. Il remplacera à l'hôpital de Papeete, le Médecin-Capitaine de réserve Maurisset, actuellement en instance de démobilisation.

* * *

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

1. — *Par décision n° 820 du 25 septembre 1945.* — Pour compter du 1^{er} janvier 1945, M. Tekuataoa (Kihitouhou) agent auxiliaire de 4^e catégorie 37^e degré, agent de police à Hatiheu (Marquises Nord), est reclassé au 36^e degré de la même catégorie, ses appointements se décomposant comme suit :

Agent de police (base 38 ^e degré).....	1 440 »
Indemnité de monture.....	240 »
Mariage (1 degré).....	240 »
Total.....	1 920 »

Pour compter du 1^{er} août 1945, M. Ah Scha (Joseph) agent auxiliaire de 4^e catégorie 35^e degré, agent de police à Taipivai (Marquises Nord), est reclassé au 34^e degré de la même catégorie, ses appointements se décomposant comme suit :

Agent de police (38 ^e degré de base).....	1 440 »
Augmentation familiale 3 ^e naissance (3 degrés)...	720 »
Indemnité de monture (1 degré).....	240 »
Total.....	2 400 »

2. — *Par décision n° 821 du 26 septembre 1945.* — M. Taripo a Pau, agent de police à Papeari, est licencié pour raison de santé pour compter du 1^{er} octobre 1945.

Il percevra l'indemnité de congédiement prévue à l'article 26 de l'arrêté n° 56 s.g..

AVIS OFFICIELS

AVIS

à Messieurs les Exportateurs de Vanille.

Les exportations de vanille vers la métropole comme vers les pays étrangers sont, jusqu'à nouvel ordre, soumises aux mêmes règles rappelées ci-après :

La licence d'exportation est délivrée par le Service des Affaires Economiques avant chaque expédition et pour les vanilles régulièrement vérifiées par les agents chargés de l'expertise et du contrôle du conditionnement.

La licence n'est valable que pour une expédition déterminée ; elle ne peut donc être établie que quelques jours avant l'embarquement et doit porter sur les quantités réellement prêtes à être embarquées.

Le prix F.O.B. *minimum* servant de base pour le calcul de la surtaxe ad valorem à l'exportation et de la taxe de dé-

fense à la production est celui de la vanille destinée aux U.S.A.

Les envois de vanille "en consignment" sont interdits.

Papeete, le 19 septembre 1945.

Le Gouverneur,
ORSELLI.

AVIS

Par arrêté royal en date du 1^{er} août 1945, Maître Georges AHNNE, Avocat-Défenseur, a été nommé *Consul de Belgique* à Papeete avec juridiction sur les Etablissements français de l'Océanie.

Election d'un Représentant des Etablissements français de l'Océanie à l'Assemblée Nationale Constituante.

(21 octobre 1945).

- Le bureau de vote est présidé par le chef ou l'adjoint ou un conseiller pris dans l'ordre du tableau, assisté de 4 assesseurs (les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs présents à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire). Le bureau désigne un secrétaire, de préférence l'instituteur.

- Le bureau est ouvert à la chefferie ou à l'école de 8 heures à 16 heures.

- Sur le bureau doivent être posés : l'arrêté n° 784 s.g. du 14 septembre 1945, les enveloppes de vote et l'urne fermée à clef.

- Un lieu sera prévu pour permettre à l'électeur d'être seul au moment où il choisit son bulletin et le glisse dans l'enveloppe.

- Peuvent voter : les électeurs inscrits sur la liste électorale du district et munis de leur carte d'électeur.

- Les militaires en congé régulier de plus de 30 jours peuvent voter ; les autres ne peuvent pas.

- L'électeur dépose ou fait déposer par le président son enveloppe dans l'urne.

- Le bureau juge provisoirement les difficultés qui s'élèvent ; les réclamations sont consignées sur une feuille spéciale signée par tous les membres du bureau et jointe au procès-verbal.

- A 15 heures le président annonce à haute voix la prochaine fermeture du scrutin.

- A 16 heures, l'urne est ouverte et le nombre de bulletins vérifié.

- Le bureau peut s'adjoindre des scrutateurs pour compter et inscrire le nombre de voix de chaque candidat (de préférence les instituteurs).

- Les bulletins blancs ou illisibles ou ceux dans lesquels les votants se font connaître, ne sont pas valables mais doivent être annexés au procès-verbal à transmettre au Gouverneur.

- Le procès-verbal des opérations est dressé en double

expédition par le secrétaire et est signé par tous les membres du bureau.

- Une expédition du procès-verbal avec les bulletins nuls et le cas échéant la feuille spéciale contenant les réclamations sera, en présence de tous les membres du bureau, mise sous pli cacheté et adressé au Gouverneur.

- Au bas du procès-verbal devra être indiqué le nombre total des électeurs inscrits sur la liste électorale.

ASSOCIATION DES FRANÇAIS LIBRES

Une Association, approuvée et patronée par le Général de Gaulle, est créée à Paris, 27, Rue Jean-Goujon, pour maintenir les liens de camaraderie formés depuis Juin 1940 et pour soutenir les intérêts moraux et matériels des Français Libres et de leurs familles. Elle prend le titre d'ASSOCIATION DES FRANÇAIS LIBRES. Elle se propose, en particulier, tant dans l'Empire français qu'à l'Etranger, de grouper les nombreux Comités ou Associations de la France Libre, créés au temps de la plus grande épreuve, et de s'appuyer sur eux. Un Comité Provisoire de Gestion désignera, à bref délai, la Personnalité chargée de prendre contact, dans chaque Territoire, avec les Comités ou Associations de Français Libres existants. Le Délégué assurera la liaison avec le Siège Central, toutes les instructions utiles seront données à ce Délégué, qui sera mis en possession des Statuts provisoires de l'Association. En attendant, il est demandé aux Comités et Associations de faire le maximum pour accueillir et secourir les Volontaires démobilisés, à leur retour dans les Colonies, et de signaler, dès maintenant, au Siège de l'Association, où fonctionne déjà une Commission de reclassement, les cas intéressants.

RÉSULTATS des élections du 26 août 1945 pour le renouvellement des membres des conseils municipaux et des membres des conseils de districts.

COMMUNE DE PAPEETE.

M.M. Alfred Poroi	Maire	25 voix
Georges Pambrun	1 ^{er} adjoint	22 -
Georges Spitz	2 ^e —	22 -
André Juventin	3 ^e —	19 -

(Election du 1^{er} septembre 1945 à 16 heures).

Elections du 26 août 1945.

M.M. Alfred Poroi	917 voix
Georges Pambrun	899 -
Elie Juventin	887 -
André Juventin	882 -
Alexandre Bonno	857 -
Joseph Bourne	852 -
Wladislas Malinowski	845 -
M ^{lle} Marcelle Graffe	826 -
M ^{me} Teura Aunoa	817 -
M.M. Benjamin Cérans-Jérusalémy	805 -
Mihirai Peni	803 -
Jean Hopuare	790 -

M.M. Samuel Chevalier	789	-
Willie Orbeck	781	-
Frédéric Nena	773	-
Temarii Teai	769	-
Maraetefau Temaui	764	-
Joseph Ellacott	762	-
Jean-Baptiste Thunot	761	-
M ^{me} Alice Smith épouse Alexandre	760	-
M.M. Georges Spitz	755	-
Amaru Tepa	755	-
Charles Lévy	746	-
Henri Tumahai	745	-
Georges Poroi	734	-
Alcide Jourdain	731	-
• Marcel Lacour	704	-

COMMUNE D'UTUROA

M.M. Marcel Tixier	Maire	11 voix
Pierre Dehors	Adjoint	10 -

(Elections du 10 septembre 1945)

Elections du 26 août 1945.

M.M. Teriifaotua Ebb	233	voix
Tunui Teamo	231	-
Alfred Hart	227	-
Pierre Dehors	227	-
Yves Sanquer	225	-
Marcel Tixier	224	-
Tauaea Lemaire	222	-
Aromaiterai Temahahe	222	-
Jean Neuffer	221	-
Teheiura Reiatua	220	-
Clément de Balmann	219	-
Emile Stein	219	-

Conseils de districts de Tahiti.

FAAA

M.M. Ernest Aubry	Président
Emmanuel Liais	Adjoint
François Etilagé	Conseiller
Taupua Matanoa	—
Ferdinand Hira	—
Owen Teihotaata	Suppléant
Pepe Taae	—

PUNAAUIA

M.M. Teihotua Tehei	Président
Taia Tepava	Adjoint
Tetuanui Tumahai	Conseiller
Fetiaverovero Hopu	—
Tupuraa Aroita	—
Teraitoriiri Teuira	Suppléant
Paul Graffe	—

PAEA

M.M. Adam Bessert	Président
Tafai Charles	Adjoint
Narii Hotahota	Conseiller
Teivitau Pito	—
Tematua Mahutatua	—

M.M. Peru Tauria	Suppléant
Taeaetua Fuller	—

PAPARA

M.M. Teamio Tahaamatai	Président
Teraieofa Vaitape	Adjoint
David Clark	Conseiller
Tefaaora Faanua	—
Eugène Keller	—
Apuarii Joseph	Suppléant
Arnaud Etienne	—

MATAIEA

M.M. Paul Bernière	Président
Delord Tearetu	Adjoint
Tepa Tetuanui Pierre	Conseiller
Auméran Louis	—
M ^{me} Terorotua Enna	—
M. Otare Upaino	Suppléant
M ^{me} Malardé Justine	—

PAPEARI

M.M. Charles Teriitahi	Président
Tautu Tihoni	Adjoint
Cho Chong Amin	Conseiller
Théophile Scholerman	—
Anapa Tau	—
Teriifaata Tetuanui	Suppléant
Louis Bernardino	—

VAIRAO

M.M. Charles Hamblin	Président
Tetuanui Maitere	Adjoint
Tetuaui Maruhi	Conseiller
Virihoa Tetuanui	—
Faaliarai Tiaehau	—
Ateo A. Vahio	Suppléant
Mau Teiva	—

HITIAA

M.M. Henri Teihotu	Président
Tepatua Taimoe	Adjoint
Urarii Hopuetai	Conseiller
Teihoarii Viri	—
Petero Tangi	—
Georges Amaru	Suppléant
Teihoarii Laurent	—

MAHAENA

M.M. Punuatua Tehotu	Président
Rootepoa Tau	Adjoint
Temeehu Paari	Conseiller
Tuana Pea	—
Mahai Arapari	—
Maraeura Teriitaumihau	Suppléant
Paheroo Amaru	—

TIAREI

M.M. Faua Taura	Président
Manuarii T. Tauvavau	Adjoint
Teraiareva Vaitoare	Conseiller
Félix Durietz	—
Pairifai Pautu	—
Taata Tetuanui	Suppléant
Teraitetia Mateau	—

MAHINA

M.M. Teuira Paraatua	Président
Taputuarai Tau	Adjoint
Taiarui Teraihorarii	Conseiller
Peu Peutahiriterai	—
Tunoa Daniel	—
Taupua Taupua	Suppléant
Taurua Teheiuira	—

ARUE

M.M. Tauniua Pihatarioe	Président
M ^{me} Rose Raoulix	Adjointe
M.M. Mariu Teauna	Conseiller
Tevaeairai Tuahine	—
M ^{lle} Flora Bryant	—
M.M. Teriititini Tuihaa	Suppléant
Vanaa Haapuea	—

TEAHUPOO

M.M. Taehau Metua	Président
Fanautahi Teraiefa	Adjoint
Teabutapou Taupua	Conseiller
Taumihau Punua	—
Mercier Louis	—
Tefaaraupoo Teuira	Suppléant
Maevahia Tuihaa	—

TAUTIRA

M.M. Tevaea Tevaeairai	Président
Temavataaroa Taraufau	Adjoint
Faatiraha Faatiraha	Conseiller
Teriifaatai Taihoropua	—
Hoaiaiterai Hira	—
Maoae Hopuu	Suppléant
Paiti Temariiama	—

PUEU

M.M. Poaitu Marurai	Président
Raiheui Teraitetia	Adjoint
Nuhi Teotahi	Conseiller
Teheiuira Mohi	—
Rapae Tiafafa	—
Taiarii T. Ahupu	Suppléant
Teupoo Puariitahi	—

AFAAHITI

M.M. Bordes Edmond	Président
Picard Manuel	Adjoint
Van Bastolaer Louis	Conseiller
Vivish Stephen	—
Oliver Auguste	—
Teihoarii Temauri	Suppléant
Garbutt Owen	—

FAAONE

M.M. Faaloa Tatarata	Président
Teriitanoa Tefati	Adjoint
Teriitaumatatini Afai	Conseiller
Afo Moe	—
Faatomo Tetuanui	—
Amaru Freser	Suppléant
Lucas Edouard	—

Conseils de districts de Moorea.

AFAREAITU

M.M. Narii Terorotua	Président
Victor Van Bastolaer	Adjoint
Tafai Papai	Conseiller
Teriitepo Tiria	—
Virau Apa	—
Teauarii Haari	Suppléant
Faanui Maitia	—

HAAPITI

M.M. Ebeneza White	Président
Marurai Gordon	Adjoint
Tapao Teahoro	Conseiller
Albert Paquier	—
Fara Tama	—
Teamotuaitau Teamo	Suppléant

PAPETOAI

M.M. Arama Teraitetia	Président
Teihotaata Tiapati	Adjoint
Adwin Pittman	Conseiller
Vaimeho Temauri	—
Auguste Van Bastolaer	—
Tetuaeaa Turerearii	Suppléant
Tuva Papu	—

TEAVARO

M.M. Uira Tapotofarerani	Président
Nounou Tepau	Adjoint
Teuira Uaua	Conseiller
Meetia Teahurai	—
Marurai Airima	—
Manutahi Vahapata	Suppléant
Tuapari Tere	—

Makatea.

M.M. Avivi Turi	Président
Maro Tapu	Adjoint
Tepehu Oriori	Conseiller
Manua Hills	—
Paitia Paitia	—
Turi Lazare	Suppléant
Normand Edouard	—

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e R. COCHIN, Avocat-Défenseur.

Suivant acte sous seing privé fait quintuple à Papeete le 21 septembre 1945, enregistré à Papeete le 21 septembre 1945 F^o 64 Case 983 et déposé, le 25 septembre 1945, au greffe du Tribunal de Commerce et de Paix de Papeete, Monsieur André CONSTANT, négociant à Papeete et Monsieur Didier HARGOUS, employé de commerce à Papeete :

Ont constitué entre eux une société en nom collectif, ayant pour objet l'exploitation du Commerce d'Importation-Exportation et de marchandises générales, pour une durée de cinq années à compter du 1^{er} octobre 1945.

Le siège social est fixé à Papeete - Quai des subsistances.

La raison sociale est "André CONSTANT & D. HARGOUS".

Chaque associé, pour engager la société signera de son nom et fera précéder sa signature de la mention "pour la Société André CONSTANT et D. HARGOUS".

Le capital social est fixé à QUATRE CENT MILLE FRANCS (400.000 frs) dont 75 % fourni par Monsieur André CONSTANT et 25 % par Monsieur D. HARGOUS.

Un exemplaire des statuts a été déposé au greffe des Tribunaux de Commerce et de Paix le 25 septembre 1945.

Signé : A. CONSTANT et D. HARGOUS.

Etude de M^e P. de MONTLUC, Défenseur à Papeete.

A VENDRE

Sur saisie-immobilière.

Le Vendredi 26 Octobre 1945

à huit heures trente du matin.

En l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, au plus offrant et dernier enchérisseur, - EN UN LOT - les biens immeubles dont la désignation suit, savoir :

Désignation des biens à vendre :

LOT UNIQUE

L'île TAIARO dite KING'S ISLAND sise dans l'archipel des Tuamotu, gisant dans l'Océan Pacifique par 15° 44' 15" de latitude sud et 144° 37' 52" de longitude ouest de Greenwich, avec toutes ses appartenances et dépendances, ainsi que toutes les plantations de cocotiers et toutes les constructions édifiées sur cette île, comprenant notamment deux maisons d'habitation construites en bois, couvertes en tôles ondulées avec leurs dépendances.

Cet immeuble a été saisi à la requête de M. Thomas Erskine BUNKLEY, demeurant à Papeete, ayant M^e P. de MONTLUC pour défenseur, demeurant rue du Général de Gaulle à Papeete, par procès-verbal de M^e Georges CORNU, huissier auxiliaire des îles Tuamotu, en date du 2 juin 1945, enregistré et transcrit après dénonciation au saisi, M. Arthur CRIDLAND, demeurant à Papeete, au Bureau des Hypothèques de Papeete, le treize Juillet mil neuf cent quarante cinq, volume 41 n° 97.

Mise à prix :

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix suivante fixée par le poursuivant.

Lot unique : Deux cent vingt-cinq mille francs. 225.000 »

Il est déclaré conformément aux dispositions de l'article 696 du Code de Procédure Civile, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur l'immeuble saisi pour raison d'hypothèques légales devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé par le Défenseur poursuivant à Papeete, le 18 Septembre 1945.

P. de MONTLUC, Défenseur.

ANNONCES DIVERSES

SOCIÉTÉ ATIMAONO

Les Actionnaires de la Société Anonyme "SOCIÉTÉ ATIMAONO" sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire, pour le Jeudi 11 octobre 1945, à 9 heures, en l'Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur à Papeete.

Ordre du jour :

Vente du Domaine d'Atimaono ;
Questions diverses.

Pour avoir le droit d'assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions doivent déposer leurs titres, cinq jours au moins avant la réunion, en l'Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur.

Le Conseil d'Administration.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

Les Etablissements français de l'Océanie et du Pacifique Austral.

Prix broché : 50 francs.

Fascicule (Bulletin officiel)

Prix broché : 2 fr. 50.

Essai de bibliographie du Pacifique.

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : 30 francs.

Tahiti et ses Archipels.

PRIX BROCHÉ : 12 francs.

Journal de Maximo Rodriguez.

Premier européen ayant habité Tautira en 1775.

Prix broché : 10 francs.

Tarif des taxes locales pour 1944

Prix broché : 20 francs.

STATION
DU FAIERE-PAPEETE
(TAHITI)

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

Latitude: 17° 32' S
Longitude: 149° 34' W,
Altitude: 92^m30
(cuvette du baromètre)

Résumé des observations du mois de juin 1945.

DATES	TEMPÉRATURE en degrés centigrades			PRESSION ATMOSPHÉRIQUE corrigée à 0° et à la gravité normale 1000+				HUMIDITÉ relative en pour cent		TENSION DE VAPEUR D'EAU en millibars heure légale			Pluie en millimètres de 7 h. de jour à 7 h. de nuit	INSOLATION en heures et dixièmes	EVAPORATION	TEMPÉRATURE à la surface du sol		VENT AU SOL DIRECTION EN ROSE DE 8. vitesse en km/heure.					
	minimum m	maximum M	moyenne 1/2 (M+m)	matin		soir		m	M	7 H	12 H	17 H				m	M	0 H.	04 H.	08 H.	12 H.	16 H.	20 H.
				m	M	m	M																
1	22.6	31.4	27.0	3.3	4.8	2.0	4.0	56	94	22.0	24.4	26.9	0.7	6.3	3.7	20.4	×	SE 8	»	»	NE 10	»	»
2	22.9	31.5	27.2	1.9	3.7	0.4	2.4	54	86	22.2	23.3	23.3	»	8.7	5.7	21.6	×	»	»	»	E 6	E 4	SE 1
3	23.0	30.3	26.6	0.3	1.2	-2.2	-0.4	44	88	18.7	24.3	21.4	G	8.8	7.5	20.9	×	NW 4	E 13	E 24	E 20	E 16	»
4	24.3	30.0	27.2	-2.1	0.5	-2.1	0.9	54	79	24.4	25.3	20.8	»	8.2	5.7	21.7	×	»	»	»	E 29	E 21	E 16
5	23.5	29.6	26.5	0.3	2.9	-1.6	1.1	62	89	22.7	28.8	25.4	3.6	4.4	3.7	22.7	×	E 4	»	SE 11	E 6	E 25	E 19
6	23.2	31.1	27.2	0.8	3.3	0.0	2.8	60	89	23.9	27.4	28.1	15.9	3.6	2.6	21.5	×	SE 8	SE 5	E 19	E 12	E 9	SE 13
7	23.2	31.8	27.5	1.7	3.5	0.5	-3.1	64	85	24.2	27.3	26.3	23.8	3.9	2.5	22.3	×	SE 3	SE 11	SE 2	N 3	SE 15	SE 8
8	20.3	31.3	25.8	1.6	4.7	1.1	3.9	67	89	23.3	25.8	27.6	20.1	5.6	2.4	20.5	×	SE 9	SE 30	NW 11	»	NE 4	SE 4
9	21.9	29.4	25.6	2.4	4.4	1.1	2.9	66	84	22.3	24.5	24.1	»	0.0	3.5	20.7	×	W 2	W 5	W 1	E 16	SE 7	NE 1
10	23.1	31.3	27.2	0.3	3.1	-0.3	1.6	69	84	22.9	29.9	27.4	»	8.5	3.4	20.8	×	SE 1	SE 10	E 8	NE 10	NE 7	SE 6
11	23.7	31.4	27.6	0.8	3.1	-0.1	1.7	65	80	22.2	28.4	26.1	»	8.9	4.0	22.3	×	SE 10	SE 9	SE 1	NW 15	NW 5	»
12	22.4	31.4	26.9	1.2	3.2	0.3	2.9	65	86	21.2	27.8	28.6	»	6.4	2.8	21.1	×	»	NW 3	»	NE 5	NE 3	NE 1
13	21.9	30.3	26.1	1.9	4.1	1.6	3.3	64	85	21.3	26.1	26.3	»	9.7	3.5	20.1	×	NE 1	SE 12	»	N 8	SW 12	×
14	22.9	32.0	27.4	2.9	4.1	0.1	2.7	58	81	22.1	25.2	21.2	»	10.0	4.5	21.1	×	×	×	SE 2	W 7	NW 8	SE 6
15	22.3	31.3	26.8	1.7	4.7	2.0	4.4	60	84	20.1	26.1	22.5	»	9.8	4.4	19.3	×	»	»	SE 2	W 6	W 10	S 6
16	21.8	30.4	26.1	3.3	6.0	1.1	2.7	53	74	21.0	25.1	19.7	»	9.8	4.5	19.3	×	SE 6	S 2	S 4	NW 8	NW 1	SE 8
17	22.6	30.4	26.5	1.2	2.4	-0.8	1.6	55	81	21.3	25.2	22.5	»	9.4	5.5	19.6	×	SE 3	SE 2	E 15	NE 15	NE 14	E 7
18	23.8	30.6	27.2	0.4	4.4	2.7	5.1	62	93	22.7	28.4	26.6	10.4	2.6	3.4	21.2	×	E 9	SE 8	E 6	N 9	SE 5	SE 11
19	23.2	31.4	27.3	4.4	6.8	4.7	7.5	64	83	22.7	28.0	29.9	»	9.5	3.9	20.3	×	SE 7	SE 12	SE 6	NE 7	NE 3	SE 2
20	21.9	31.3	26.6	6.8	8.9	5.3	7.9	58	82	18.7	25.8	27.5	»	8.2	3.9	18.4	×	SE 6	SE 5	»	NW 10	W 14	SW 5
21	21.6	30.9	26.3	6.7	8.8	5.6	7.2	54	87	19.7	25.0	27.0	»	8.9	3.8	18.9	×	SW 2	SW 4	SW 1	W 9	NW 2	NW 2
22	22.2	29.6	25.9	5.6	7.7	4.9	7.2	72	91	23.7	28.9	27.7	40.1	2.7	1.4	20.2	×	S 4	SE 1	SW 4	S 5	W 4	»
23	22.2	29.8	26.0	5.3	7.3	3.6	6.0	66	92	25.5	27.1	25.6	»	8.3	3.4	22.0	×	NW 3	NW 7	SW 18	W 7	NW 9	S 2
24	22.3	32.1	27.2	4.5	6.5	3.1	5.5	58	86	22.8	23.7	25.0	»	7.8	4.4	20.4	×	SE 2	S 3	»	NE 3	E 5	NE 2
25	21.2	30.1	25.6	4.0	6.1	3.3	5.6	49	84	19.5	22.0	25.2	»	5.0	3.4	18.7	×	S 2	SE 3	SE 2	NW 9	W 1	SE 5
26	20.9	30.4	25.7	4.0	6.1	2.3	5.7	51	85	21.2	22.3	22.4	»	8.0	5.1	19.1	×	SE 1	SE 1	»	NE 17	E 6	SE 5
27	22.3	30.3	26.3	4.5	5.9	3.2	6.1	50	84	23.0	24.4	20.6	»	6.1	4.3	19.9	×	SE 1	»	SE 3	E 24	E 7	»
28	21.1	28.9	25.0	5.1	5.6	3.3	5.5	55	89	17.1	23.2	23.9	G	3.8	3.0	17.8	×	SE 4	S 2	»	NE 1	SE 8	SE 3
29	20.8	30.3	25.5	3.9	5.9	2.0	4.0	57	80	20.2	23.0	21.0	»	7.9	3.8	18.1	×	»	SE 2	SE 1	N 6	NW 5	NW 2
30	21.4	28.8	25.1	3.1	4.4	1.7	3.2	62	85	20.3	23.6	24.4	»	7.1	3.3	18.1	×	NW 5	NW 3	NW 2	NW 7	SW 5	»
																20.4							
Total.	670.5	919.4	794.9	81.8	143.9	48.8	118.1	1.774	2.559	652.9	770.3	745.0	114.6	207.9	117.0	609.0	×	NOMBRE DE JOURS DE (00 h. à 24 h.)					
																		Pluie	Orage	Eclairs	Grains	Rosée	Gouttes
Moyenne	22.35	30.64	26.49	2.72	4.79	1.62	3.93	59.1	85.3	21.76	25.67	24.83		6.93	3.90	20.30	×	9	0	0	4	20	2

DATES	Kilomètres parcourus par le vent au sol		VENT EN ALTITUDE Direction en rose de 16 - Vitesse en kilomètres-heure							NÉBULOSITÉ			PHÉNOMÈNES DIVERS Les heures sont exprimées en temps local.
	en 24 h.	plus forte valeur horaire	heure de début du sondage	1000 m.	2000 m.	3000 m.	4000 m.	5000 m.	6000 m.	07 H.	12 H.	17 H.	
1	32	11	08.00	ENE 15	ESE 74	×	×	×	×	1	4	9	RS., pte AV 14 h. 45 et 15 h. 45.
2	99	17								10	9	8	BR md. 07 h. 00 à 14 h. 00, H. sol. part. à 08 h. 00.
3	292	26								tr	1	8	BR légère 12 h. 00 à 16 h. 00, pte. AV 14 h. 30 et 21 h. 25.
4	238	28								6	7	10	
5	265	22								10	10	4	AV. md. 10 h. 40, BR. md. 14 h. 00 à 17 h. 00.
6	229	16								9	7	9	Pte. AV. 06 h. 00, fte. 07 h. 50, md. 10 h. 50, 14 h. 40 et 18 h. 15.
7	141	14								9	6	9	Pte. AV. intermit. 10 h. 40 à 23 h. 00.
8	154	17								9	9	10	Pte. GR. 04 h. 00, fte' PL 04 h. 15, md. 15 h. 55 à 18 h. 30.
9	113	15								10	7	10	G 14 h. 35.
10	204	13								1	2	8	Très bonne visibilité dans la matinée.
11	128	17								2	2	1	Rosée.
12	78	9	07.45	NNW 9	N 19	NW 26	NW 35	WNW 50	WNW 55	tr	2	9	Rosée.
13	123	11								tr	2	3	Rosée.
14	127	19	07.40	E 41	ENE 54	SSE 6	SSE 12	SE 10	×	6	2	tr	Rosée.
15	114	16								1	1	1	RS., Journée exceptionnellement belle.
16	126	11								2	2	tr	Rosée.
17	270	21								1	tr	1	RS., Très belle journée.
18	196	12								tr	10	10	RS., PL md. 11 h. 50, à 13 h. 50.
19	145	13								tr	tr	1	RS., Journée exceptionnellement belle.
20	113	13								tr	tr	5	RS., Très belle matinée.
21	98	11								1	2	3	RS., Belle matinée.
22	86	8								5	4	7	RS., fb. PL. intermit. 09 h 00 à 24 h 00, pte. GR à 10 h 00.
23	143	12								4	2	1	PL., md. intermit. 00 h. 00 à 07 h. 45, pte. GR. à 07 h. 00.
24	91	12								1	6	6	Rosée.
25	96	12								7	5	9	Rosée.
26	175	19								tr	1	2	RS., Très belle matinée.
27	172	24								9	9	2	Rosée, G. à 11 h. 25.
28	85	10								tr	9	10	Rosée, pte. GR. 15 h. 45.
29	98	12	07.50	SE 20	SSE 39	ESE 22	SSE 10	SSE 20	SW 15	tr	1	10	RS., Très belle matinée, visibilité très bonne.
30	88	10								1	tr	8	RS., Très belle matinée, visibilité exceptionnelle.
Total	4.319									105	119	174	NOTA
moyenne	143.9									3.5	3.9	5.8	La vitesse instantanée maximum du vent a été observée le 3 mai ; l'anémomètre a indiqué une vitesse supérieure à 65 kilomètres/heure.

(I) Sont comptés comme « jour d'orage » les jours où on a entendu le tonnerre.

(II) Abréviations utilisées. — Pluie : PL, averse : AV, gouttes : G, Rosée : RS, brume : BR, halo : H, couronne : C, orage : OR, tonnerre : T, éclairs : EC, grain : GR, matinée : mat., soirée : soir., solaire : sol., lunaire : lun., petite : pte, faible : fb., légère : lég., moyen ou modéré : md., fort : ft., violent : vlt., etc.

Sondage du 1 à 2400m : ESE 78.

Le Chef du Service Météorologique.

J. GIOVANNELLI.